Le Monde

L'année 1997 dans Le Monde

Les principaux événements en France et à l'étranger

Préface d'André Fontaine

1 - GRANDE-BRETAGNE : Le Parti travailliste mené par Tony Blair (quarante-trois ans) remporte une écrasante victoire aux élections législatives en obtenant 419 sièges (43,17% des voix) à la Chambre des communes, contre 165 sièges (30,60%) aux conservateurs du premier ministre sortant, John Major [illegible] premier [illegible] Royaume-Un[illegible] 1812 est intr[illegible] reine Élisabet[illegible]

3 - RWANDA [illegible]daise prononc[illegible] mières condam[illegible] contre des Hutu[illegible] présumés, deux à[illegible] les massacres qui[illegible] à juillet 1994, au [illegible] morts parmi la mi[illegible] les Hutus modérés. [illegible] personnes travaillant[illegible] sion espagnole de [illegible] monde (MDM) sont a[illegible] Ruhengeri, au nor[illegible] pays.

8 - JUSTICE : Maurice Papon, ancien secrétaire général de la préfecture de Bordeaux, accusé de crimes contre l'humanité pour avoir apporté un *«concours actif»* à l'arrestation et à la déportation de plus de 1 500 juifs, comparaît

11 - ENVIRONNEMENT : Les 159 pays réunis à Kyoto (Japon) pour la Conférence sur le réchauffement de la Terre s'accordent sur une réduction moyenne de 5,2% des rejets de gaz nocifs à effet de serre d'ici à 2012. Sous la pression des Européens, les États-Unis acceptent de réduire leurs gaz nocifs de 7%, mais n'obtiennent pas la mise en place immédiate d'un «marché des droits à polluer» qui leur permettrait de contourner leurs obligations.

16 - RENAULT : 70 000 à 100 000 personnes, Belges et Français, manifestent à Bruxelles contre la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde et pour une Europe plus sociale.

19 - FRANCE : Lors [illegible] lation [illegible] [illegible] est approuvé par [illegible] voix contre 252.

20 - ÉTATS-UNIS : Bill Clinton prête serment pour son deuxième mandat présidentiel, qu'il souhaite placer sous le signe de la réconciliation et du consensus. Il lance un appel à la cohésion socia-

22 - PÉROU : Les unités spéciales de l'armée péruvienne investissent la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, tuant les 14 membres du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA, guévariste), qui détenaient, depuis le 17 décembre 96, 72 otages. Un des otages et x militaires sont tués durant saut, tandis qu'une polémique s'élève sur les circonstances de la mort des membres [illegible]mmando.

ZAÏRE : Les premières [illegible]stations contre les dérives [illegible]ires du nouveau régime à Kinshasa et dans [illegible] villes du pays à l'initiative [illegible]position radicale, dirigée [illegible]ienne Tshisekedi — écarté du gouvernement Lomé (Togo) où il [illegible]ugié, le maréchal [illegible]ve au Maroc.

ALGÉRIE : Alors que, depuis le 24, les tueries de villageois et les attentats à la bombe ont fait 225 morts, plus de 100 blessés et des dizaines de disparus — pour la plupart des jeunes femmes enlevées — 200 à 300 personnes sont massacrées dans la nuit du 28 au 29 dans le village agricole de Raïs, à une ving-

folio actuel
INÉDIT

02333415 1

93

COLLECTION
FOLIO/ACTUEL

L'année 1997 dans *Le Monde*

Les principaux événements
en France
et à l'étranger

Édité par Maryvonne Roche
Préface d'André Fontaine

16.
P1

2000-70023

Le Monde

L'année 1997 dans *Le Monde*

Les principaux événements
en France
et à l'étranger

Édité par Maryvonne Roche
Préface d'André Fontaine

Gallimard / Le Monde-Éditions

DL-03 02 1998 04304



Les chronologies mensuelles ont été établies
par le service Documentation
du journal *Le Monde*.

© *Éditions Gallimard/Le Monde-Éditions, 1998.*

1997 : LA CRISE ASIATIQUE, L'EURO ET LA GAUCHE

De 1997, les Français sont sans doute tentés de retenir d'abord, outre la mort tragique de « Lady Di », l'interminable procès Papon, et le mal grandissant des banlieues, le soudain retour au pouvoir de la gauche, auquel ils s'attendaient peu, suivi d'une lune de miel à laquelle ils s'attendaient moins encore. Le brutal retournement de la conjoncture asiatique pourrait bien cependant peser d'un tout autre poids sur le bilan de cette année mouvementée. Rien jusqu'alors ne paraissait devoir faire obstacle à la croissance des « dragons ». Et voilà que plusieurs d'entre eux sont tombés quasiment en panne, le Japon ne parvenant pas de son côté à sortir de son marasme. Présomption et esprit de domination étant largement responsables de ces mécomptes, on a vu des premiers ministres, des industriels, des banquiers battre leur coulpe, et même fondre en larmes, suppliant humblement qu'on les aide à réparer leurs erreurs. En ces temps de « mondialisation » accélérée, l'onde de choc du séisme a ébranlé jusqu'au Brésil et au Mexique. Elle a suffi à briser net la vertigineuse, et à vrai dire plutôt paradoxale, ascension de la bourse de Moscou, rare signe

positif dont pût se prévaloir, sur une toile de fond profondément délabrée, un « tsar Boris » à la santé et aux propos plus imprévisibles que jamais. Elle oblige l'Europe à réviser ses objectifs à la baisse, mais n'a pratiquement pas de répercussions sur les taux de change à l'intérieur de l'UE, ce qui montre à quel point l'euro, dont les chances avaient paru à plusieurs reprises compromises, a fini par s'imposer à l'esprit du plus grand nombre.

Aucun pays n'a été davantage affecté que la Corée du Sud, hier encore onzième puissance économique de la planète : Jacques Attali a pu parler à son propos de « Crédit lyonnais à l'échelle mondiale ». *Dès le 3 janvier reprenait la grève lancée quelques jours plus tôt par les syndicats contre les tentatives de réduction de coûts de production qui finissaient par nuire à sa compétitivité. Mais bientôt l'attention se reportait sur sa rivale du Nord : là, une situation alimentaire dramatique la contraignait à quémander une assistance qui allait d'ailleurs lui être accordée généreusement, et à rechercher avec Séoul, Pékin et Washington, une issue pacifique à la guerre froide qui, éteinte partout ailleurs, s'éternise sur le 38e parallèle. Du coup, on commençait au Sud à songer à la réunification, non sans s'affoler quelque peu à l'idée de son coût probable. C'était aller trop vite en besogne : officiellement intronisé en octobre, trois ans après la mort de son père Kim Il-sung, comme secrétaire général du PC coréen, Kim Jong-il est toujours aussi silencieux quant à ses intentions. Peut-être tout de même en saura-t-on bientôt davantage puisqu'en décembre les Coréens du Sud ont porté à leur tête, en la personne de Kim Dae-jung, un opposant de toujours, qui n'a survécu que par miracle à deux tentatives de liquidation physique et qui, à peine élu, a proposé à Kim Jong-il de le rencontrer.*

Il a en tête, cela dit, des soucis autrement pressants. La dévaluation de 24 %, à partir du mois de juin, du baht thaïlandais, conséquence d'une politique d'investissements inconsidérée, notamment dans l'immobilier, s'est en effet répercutée sur l'ensemble des monnaies et des marchés de la région. Endettée jusqu'à l'os par ses fameux chaebols, *ces conglomérats polyvalents qui détenaient l'essentiel du pouvoir, la Corée aura vu la bourse de Séoul chuter de 55 % en six mois, et le won de 54 % en trois fois moins de temps. Arrivée au bord de la cessation de paiements, il lui faut passer par les fourches caudines du FMI, qui aura prêté à l'Asie en 1997, essentiellement pour calmer ses débiteurs, quelque cent milliards de dollars, à charge pour elle d'en finir avec le protectionnisme et avec l'excessive complicité des pouvoirs politique et économique. En rendant les produits coréens beaucoup plus compétitifs, la dégringolade du won réduit d'autre part les chances de redressement du Japon, où l'année a vu la faillite de deux très importants établissements financiers et une baisse sans précédent de la bourse. Le premier ministre Ryutaro Hashimoto, qui s'est déclaré* « très inquiet », *a annoncé pour 1998 une réduction de pas moins de quinze milliards de dollars de l'impôt sur le revenu.*

Pour son homologue malaisien, les Asiatiques ne sont pas en position d'agir sur une crise dont ils sont seulement les victimes. Le premier ministre thaïlandais s'est vu contraint de céder la place au leader de l'opposition démocratique, et son collègue de Delhi de démissionner et d'organiser de nouvelles élections huit mois seulement après avoir constitué son cabinet de « front uni ». Si l'on ajoute que pour la première fois un intouchable préside aux destinées de l'Union indienne ; qu'au Pakistan Nawaz Sharif, grand vainqueur du scrutin législatif de février, l'a emporté sur le chef de l'État qui voulait le destituer ; que la popula-

tion indonésienne montre de plus en plus clairement qu'elle en a assez de son trop vieux dictateur ; qu'à Taïwan, enfin, l'opposition a pour la première fois remporté des élections locales, on se dit que, pour décevante que l'année ait été en Asie, elle aura au moins permis à la démocratie d'y marquer quelques points sérieux.

L'APRÈS-DENG EN CHINE

Ce n'est malheureusement le cas ni du Cambodge, où la guerre civile n'en finit pas de s'éteindre, bien que le « co-premier ministre » de gauche ait réussi à se débarrasser de son alter ego *de droite, et que le sinistre Pol Pot, responsable du troisième génocide du siècle, ait été livré par les siens à une « justice » improvisée. Ni du Myanmar, ex-Birmanie, où la dictature est toujours aussi impitoyable. Ni du Sri Lanka, où les violences dites « communautaires » continuent, comme d'ailleurs en Inde, de faire de nombreuses victimes. Ni de la Chine dont les quelques concessions sur les droits de l'homme, comme la libération et l'expulsion du dissident Wei Jingsheng, sont demeurées très superficielles :* « cosmetic », *comme disent les Américains, qu'il s'agissait essentiellement de conforter dans l'idée que Clinton a bien fait de recevoir Jiang Zemin, confirmé sans histoire successeur de Deng Xiaoping, après le décès de ce dernier en février, et d'ouvrir à Pékin les portes de l'Organisation mondiale du commerce. Reste que le congrès du parti communiste, en octobre, s'est écarté encore un peu plus de la vulgate marxiste-léniniste en lançant, au risque de créer des millions de chômeurs supplémentaires, un vaste programme d'ouverture du capital des entreprises publiques déficitaires ; que l'on n'a pas encore*

mesuré l'impact, sur un pays où la recherche du profit est désormais érigée en dogme, du rattachement à la mère-patrie, intervenu le 1er juillet, d'un Hong-kong, demeuré dans sa mentalité, ses institutions, sa vie quotidienne, un temple du capitalisme ; et enfin que Pékin, dont les voisins avaient jusqu'à présent bien des raisons de redouter les ambitions, y compris territoriales, paraît s'être ces derniers temps quelque peu assagi, normalisant ses relations avec Moscou, à l'occasion d'une visite de Jiang Zemin et acceptant de contribuer au sauvetage de la Corée, comme de limiter sa coopération nucléaire avec l'Iran.

Mais l'Iran lui-même ne serait-il pas en passe de tempérer son fanatisme ? C'est par 69 % des voix que Mohamad Khatami, candidat réformateur, a été élu en mai chef de l'État, de préférence au favori du clergé. L'ayatollah Khamenei, successeur de Khomeiny au poste de « guide suprême de la Révolution », conserve certes le pas sur lui, mais il a été annoncé que la fameuse « fatwa » *condamnant à mort l'écrivain Salman Rushdie ne serait pas appliquée. Le nouveau président n'a pas hésité à exprimer devant un sommet islamique réuni en décembre à Téhéran son respect pour le* « grand peuple des États-Unis » *et à préconiser un dialogue avec lui. Bill Clinton s'en est aussitôt félicité, sans pour autant remettre en cause la politique dite du « double endiguement » pratiquée à l'égard de ces deux trouble-fête que constituent, vus de Washington, les frères par ailleurs ennemis iranien et irakien, et qui a conduit à un affrontement avec l'Europe à propos d'un important investissement en Iran du groupe Total.*

Avec Saddam Hussein, en tout cas, il n'est guère de signe de détente, et il s'en est fallu d'un cheveu que son refus de laisser les membres américains de la commission de contrôle vérifier qu'il respectait bien

l'interdiction de fabriquer des armes chimiques ne conduise, une nouvelle fois, à des représailles armées. Pétrole et passions identitaires continuent de toute façon de se conjuguer pour maintenir dans la région un climat tendu. Même si un accord de paix a mis fin à cinq ans de guerre au Tadjikistan, Russes, Américains, Chinois, pour ne pas parler des puissances régionales, s'intéressent de près à la prospection des hydrocarbures, notamment du côté de la Caspienne, comme aux moyens de les acheminer. Les intrigues des uns ou des autres ne sont pas étrangères à la poursuite des combats en Afghanistan, où les talibans, les fameux étudiants islamistes, mesurent chaque jour un peu plus la folie qu'il y a à vouloir ramener leur pays à un siècle, sinon davantage, en arrière. Désespérant de se faire entendre de leurs maîtres turcs ou irakiens, les Kurdes commencent à rejoindre la cohorte des boat-people, *posant à l'Europe des problèmes insolubles. À Ankara, l'armée a signifié son congé au premier ministre islamiste Erbakan, mais la coalition qui lui a succédé sous la direction de Mesut Yilmaz, jusqu'alors chef de l'opposition, maintient une ligne dure dans l'affrontement quasi permanent avec la Grèce et vit mal le refus de l'Union européenne de lui ouvrir ses rangs.*

PROCESSUS DE PAIX CASSÉ AU PROCHE-ORIENT

Les événements du Proche-Orient proprement dit ne retiennent pas moins l'attention. L'effet positif de l'évacuation partielle, en janvier, de la ville de Hébron par l'armée israélienne a été vite cassé par la décision du cabinet Nétanyahou, le 26 février, d'entériner la construction de 6 500 logements pour les Juifs dans la partie arabe de Jérusalem, l'isolant ainsi de la Cisjordanie. Reçue par les Palestiniens

comme une « déclaration de guerre », *elle aurait été condamnée par le Conseil de sécurité si les États-Unis n'avaient pas fait usage de leur droit de veto. Leur ambassadeur a bien dû pourtant constater que le* « processus de paix » *était* « cassé ». *Attentats et incidents se sont multipliés, entraînant de lourdes représailles, sans que les efforts incessants de la diplomatie américaine pour relancer le dialogue débouchent sur le moindre résultat. De plus en plus critiqué, y compris par certains de ses ministres, le chef du gouvernement hébreu s'est vu d'autre part obligé d'assumer la responsabilité de l'assassinat en Jordanie, par ses services secrets, du directeur du bureau politique du Hamas : du coup il lui a fallu faire remettre en liberté et expulser le chef spirituel de ce mouvement intégriste, Cheikh Mohamed Yassine.*

Un tel climat n'est pas de nature à calmer les fanatiques qui continuent de massacrer allègrement au nom du prophète. Il ne leur a pas suffi de tuer dix personnes, en septembre, devant le musée du Caire. Un autre attentat, cette fois à Louxor, a fait soixante-huit morts en novembre. L'objectif des terroristes est ici évident : il s'agit de décourager un tourisme devenu la principale ressource de l'Égypte. Mais que dire de celui des « frères » algériens ? Sans doute veulent-ils empêcher la consolidation du pouvoir de Liamine Zeroual et de ses généraux. Mais son parti a gagné haut la main les élections législatives de juin et locales d'octobre et s'est payé le luxe de remettre en liberté Abassi Madani, le chef historique de l'ex-FIS. Ce n'est pas en égorgeant des centaines de civils, y compris des femmes et même des bébés, qu'ils vont faire dévier le président de sa route. Ce qui ne suffit pas toujours à expliquer le comportement des forces de l'ordre, dont l'interven-

tion paraît, dans certains cas, bien lente, et dans d'autres, excessivement brutale.

CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

Comme les années précédentes, la violence a également sévi, mais sur une tout autre échelle, sur le continent noir, mettant à nouveau en évidence le recul de l'influence de la France. Celle-ci a retiré ses troupes du Congo-Brazzaville où une guerre civile de plusieurs mois a ramené au pouvoir l'ancien président Denis Sassou Nguesso. Le soutien qu'elle a obstinément continué d'apporter au président-maréchal Mobutu ne l'a pas sauvé, et il est mort en septembre en exil, après la victoire des rebelles zaïrois fortement épaulés par les Tutsis du Rwanda et du Burundi voisin, et en sous-main par les États-Unis. Mais les objurgations de la communauté internationale n'ont pas convaincu Laurent-Désiré Kabila, son ennemi de toujours devenu son successeur, d'engager le pays, bien qu'il ait retrouvé son ancien nom de République « démocratique » du Congo, sur la voie de la démocratie. Ni même de se préoccuper le moins du monde du sort des dizaines de milliers de réfugiés hutus du Rwanda qui, après avoir servi de bouclier humain à ses troupes, errent dans les forêts de la province du Kivu à la recherche d'une introuvable nourriture, quand ils n'ont pas été purement et simplement massacrés par les vainqueurs. Emboîtant le pas au commissaire européen Emma Bonino, qui avait reproché à Kabila d'avoir transformé l'est du pays en « abattoir », *la commission des droits de l'homme de l'ONU, qu'il empêche d'enquêter chez lui, l'a accusé officiellement de « crimes contre l'humanité ».*

C'est de ce même chef d'accusation que Maurice Papon répond depuis octobre 1997, après une instruc-

tion interminable, devant la cour d'assises de Bordeaux, avec des interruptions dues à son état de santé, pour son rôle dans la déportation de Juifs quand il était, en 1942, secrétaire général de la préfecture de la Gironde. Dont répondent aussi devant le tribunal international de La Haye, et en l'absence des principaux responsables, que les Français ne sont pas seuls à ne pas oser arrêter, quelques Serbes et Croates impliqués dans les massacres commis en Bosnie. Dont doivent enfin répondre quelque 90 000 Hutus soupçonnés d'avoir participé en 1994 au génocide des Tutsis et détenus au Rwanda dans les pires conditions. La justice va-t-elle, dans toutes ces affaires, finir par trouver son compte ? L'opinion en doute de plus en plus, qui est allée de découverte en découverte tout au long de l'année, à propos des complicités dont les nazis ont bénéficié, jusqu'en Suisse, dans leur entreprise de destruction du peuple d'Israël, et qui a bien du mal à s'y retrouver, concernant le présent, entre les occasions de s'indigner, comme à imaginer des moyens efficaces de rompre le cycle infernal de la violence.

Rares de toute façon sont les régions que celle-ci épargne complètement. Ainsi de l'Amérique latine, où l'action des barons de la drogue suffit, notamment en Colombie, à maintenir un climat étouffant. Au Pérou, un commando militaire a mis fin le 3 avril à la prise d'otages de l'ambassade du Japon, qui durait depuis quatre mois, en tuant leurs quatorze geôliers, une des personnes retenues et deux assaillants trouvant également la mort. Au Mexique la démocratie a certes fait un grand pas en avant grâce aux élections du mois de juillet, qui ont vu le Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir depuis 1917, perdre la majorité au parlement et la mairie de la capitale, tomber aux mains de Cuauhtémoc Cardenas, figure de proue de l'opposition de gauche. Mais ce dernier a dû très vite

se défaire d'un de ses plus proches collaborateurs, impliqué dans un scandale financier, et quarante-cinq Indiens ont été massacrés en décembre dans le Chiapas, où les pourparlers entre le gouvernement et le « sous-commandant » Marcos sont toujours dans l'impasse.

UNE EUROPE PLUS PAISIBLE

L'Europe a connu dans l'ensemble une année plus calme. L'élection de l'ancien commandant en chef des forces séparatistes à la présidence de la République tchétchène a confirmé que Moscou avait enterré la hache de guerre. Boris Eltsine a conclu avec son homologue ukrainien Leonid Koutchma un traité mettant fin à cinq ans de tension. Géorgiens et séparatistes abkhazes ont signé une « déclaration de paix ». La présence d'une force de l'OTAN a limité les incidents entre les populations bosniaques. Le challenger extrémiste de Milosevic a été battu à l'élection présidentielle yougoslave. Le Monténégro a porté à sa tête un modéré. Les juges de Belgrade, cédant à la pression de la rue, ont fini par reconnaître la victoire de l'opposition démocratique aux élections municipales de la capitale. Reste que la population albanaise du Kosovo, largement majoritaire, supporte de plus en plus mal l'apartheid de fait auquel la soumettent les Serbes.

Rien à voir cependant pour le moment avec les événements dramatiques dont a été le théâtre la république d'Albanie, que la faillite des « pyramides » auxquelles des dizaines de milliers de familles avaient imprudemment confié leurs économies dans l'espoir de bénéfices mirifiques a conduite au seuil de la guerre civile. Celle-ci n'a été évitée que grâce à l'intervention d'une force européenne sous commandement italien.

Les élections qui se sont déroulées sous son contrôle ont entraîné le retour au pouvoir des ex-communistes reconvertis en socialistes. L'inverse s'est produit à Sofia où les manifestations quotidiennes contre une situation économique catastrophique ont conduit à la dissolution du parlement et à une large victoire du centre droit et de ses alliés. Celle de la coalition formée autour de Solidarnosc a été moins nette en Pologne, mais le recul de la gauche ne laissait pas d'autre choix au président ex-communiste Kwasniewski que de confier à un ami de Lech Walesa, Jerzy Buzek, le soin de former le nouveau gouvernement. La démocratie n'en est pas pour autant à avoir résolu tous les problèmes qui se posent dans les pays de l'Europe post-soviétique où le niveau de vie demeure dramatiquement inférieur à celui de l'Ouest, et où chômage et corruption sévissent de plus belle.

C'est le cas d'abord bien entendu de la Russie, qui a été bien aise de signer avec le club de Londres un accord de rééchelonnement de 33 milliards de dettes héritées de l'ex-URSS : malgré son impopularité, le premier ministre Tchernomyrdine consolide patiemment son pouvoir, tandis que Boris Eltsine, aux propos souvent déconcertants, soumet son entourage immédiat au jeu éprouvant des chaises musicales. C'est aussi celui de la République tchèque, où le chef du gouvernement Vaclav Klaus, impliqué dans une affaire de financement occulte de son parti, a dû démissionner après avoir entendu, sur fond de chute de la monnaie nationale, un dur réquisitoire du président Havel.

Reste que les relations entre les deux parties de l'Europe se sont désormais suffisamment normalisées pour que le Kremlin, qui avait fait tant d'objections à l'élargissement du pacte atlantique, crée avec lui un « conseil conjoint permanent » et laisse le « sommet » de Madrid inviter la Pologne, la République tchèque et

la Hongrie à rejoindre ses rangs. Mais c'est en vain que la France et l'Italie avaient bataillé pour y faire admettre également, l'une, la Roumanie, et l'autre, la Slovénie. Tout ce qu'ont accepté les États-Unis qui, dans cette affaire comme dans tant d'autres, entendent bien trancher en dernier ressort, c'est de les inscrire sur la liste d'attente. Il est difficile de se défendre de l'impression qu'ils ont rassuré les Russes en coulisse en leur promettant de laisser hors de l'alliance ce que ces derniers appellent « l'étranger proche », *dont la protection ne s'en trouve évidemment guère renforcée. C'est dans ce climat, et compte tenu du refus des États-Unis de confier à un Européen, comme Jacques Chirac le réclamait, un commandement majeur en Méditerranée, comme de leurs désaccords persistants sur l'Afrique, que le Quai d'Orsay a annoncé, le 27 juin, que les conditions d'un rapprochement avec l'OTAN n'étaient pas réunies.*

LE RETOUR DE LA GAUCHE AU POUVOIR EN FRANCE

Moscou n'a pas davantage réagi à l'ouverture annoncée de l'Union européenne aux trois nouveaux membres du club atlantique, ainsi qu'à la Slovénie, à l'Estonie et à Chypre. Mais la première intéressée, c'est la France, qui avait toujours soutenu que l'approfondissement de l'UE devrait précéder son élargissement : on ne saurait dire en effet du traité signé à Amsterdam le 2 octobre pour compléter celui de Maastricht qu'il lui apporte beaucoup de satisfactions sur ce point. La décision prise paraîtra d'autant plus significative qu'elle est intervenue dans la foulée des législatives anticipées, imprudemment provoquées par le président de la République, qui ont, le 1er juin, donné 320 sièges à la gauche « plurielle » contre 256 à la droite

traditionnelle. Que Lionel Jospin a rengainé, depuis qu'il est installé à Matignon, son hostilité au pacte de sécurité monétaire exigé, notamment, par les Allemands. Qu'il semble avoir un peu oublié les quatre conditions qu'il entendait mettre au lancement de l'euro. Que le sommet européen sur l'emploi qu'il avait réclamé avec insistance s'est contenté pour l'essentiel de bonnes paroles. Il paraît donc clair que, pour Jacques Chirac comme pour lui, priorité doit désormais être donnée au lancement en temps et en heure de l'euro, ce qui explique la vigueur de l'action engagée pour ramener le déficit budgétaire au niveau des « critères de Maastricht ».

Que participent au gouvernement un anti-Européen notoire comme Jean-Pierre Chevènement et trois ministres communistes n'y aura rien changé. Il est vrai que le PCF a subi en 1997, coïncidant avec la disparition de Georges Marchais, une véritable révolution culturelle. Même s'il a obtenu l'arrêt de la privatisation d'Air France, c'est un de ses membres qui va présider à la cession au public de 49 % des actions de la compagnie. De France Télécom, qui perd son monopole, au GAN, la liste est longue des entreprises publiques dont le capital va être partiellement ou totalement « ouvert ». Mais Robert Hue admet aujourd'hui que la question de la propriété pourrait être moins importante que celle de la condition des travailleurs. Ce en quoi il prend complètement à contre-pied le dogme central du marxisme-léninisme : mais après tout il en est à dénoncer le caractère « monstrueux » du stalinisme et à se demander si la Révolution russe n'a pas connu dès le début des déviations inadmissibles. Reste que Lionel Jospin n'aurait sans doute pas aussi facilement mis la direction du parti de son côté s'il ne s'était pas déclaré fier d'avoir certains des siens dans son gouvernement et surtout s'il n'avait pas mis

tout son poids pour faire passer un certain nombre de réformes essentielles.

Celles qui concernent l'immigration et la nationalité ne vont pas aussi loin que l'auraient voulu certaines des composantes de la majorité plurielle. Le plafonnement des allocations familiales, le caractère somme toute limité, au moins provisoirement, de la réforme fiscale sont également critiqués. Mais la création, dans l'ensemble bien accueillie, de 350 000 « emplois-jeunes », et surtout la détermination dont Lionel Jospin, poussé par Martine Aubry, sa dynamique ministre de l'emploi, a fait preuve dans l'annonce de la semaine de trente-cinq heures, ont finalement neutralisé ses critiques de gauche les plus déterminés : on l'a bien vu à la manière dont a été plébiscité en novembre son successeur à la tête du parti, François Hollande, au congrès socialiste de Nantes. Malgré la perte de quelques points en fin d'année, les sondages restent d'ailleurs très positifs. Le chômage n'ayant baissé que dans des proportions infimes, chacun s'accorde à expliquer en grande partie par son « style » le succès persistant du premier ministre : apparente modestie, patience et simplicité du ton, clarté des explications, parti pris de consultation approfondie, volonté de garder les mains propres, en tout il a pris le contre-pied de la méthode qui aura été fatale à Alain Juppé. On l'a vu par exemple à la manière dont il a su, quitte à s'appuyer sur la CFDT contre FO et la CGT, mettre rapidement fin à une nouvelle grève des routiers.

Les lunes de miel sont cependant rarement promises à l'éternité. Les derniers jours de l'année ont vu se développer des actes de violence tant dans les établissements scolaires que dans les autobus de province ainsi, notamment à Strasbourg, que les incendies de voitures ; les délinquants sont des jeunes, souvent des très jeunes, qui veulent ainsi exprimer leur rejet d'une

société incapable à leurs yeux de leur apporter raisons et moyens de vivre. L'occupation de locaux des Assedic par des chômeurs en colère est un autre signe, tout aussi compréhensible et tout aussi important, d'une exaspération à laquelle il n'existe pas de réponse évidente. C'est sur cette toile de fond, que compte bien évidemment exploiter le Front national, que devraient se dérouler les élections régionales et cantonales de mars 1998, test essentiel de la longévité de la gauche.

TRIOMPHE TRAVAILLISTE

Celle-ci a bien failli perdre le pouvoir à Rome, où le président du conseil Romano Prodi a démissionné en octobre, faute d'avoir obtenu le soutien des « refondateurs » communistes à son budget d'austérité. Mais ils se sont ravisés, et la coalition dite de « l'Olivier » a maintenant de bonnes chances de tenir son pari de faire figurer l'Italie, avec dix des quatorze autres membres de l'UE, au nombre des premiers adhérents à l'euro. Autre pays, autre type de gauche : Tony Blair, malgré le triomphe électoral obtenu le 1er mai par son parti travailliste, préfère renvoyer à 2002 un ralliement éventuel, qui devrait être soumis à référendum. Il s'est battu en revanche avec acharnement pour que son pays soit représenté au conseil qui surveillera le fonctionnement de la monnaie unique. De toute façon, le nouveau premier ministre mise plus sur son habileté et sur son charme que sur un quelconque dogmatisme. À bien des égards, notamment en économie, il se situe dans la ligne de Margaret Thatcher, en arguant des performances du Royaume, indiscutablement supérieures à celles des continentaux, au point d'attirer à Londres de nombreux jeunes, y compris des Français, allergiques à la bureaucratie.

Le plus nouveau, dans l'action du cabinet travailliste, se situe sur le plan politique : consultés par référendum, Écossais et Gallois ont approuvé la création d'assemblées représentatives ; la pairie héréditaire va disparaître ; l'émotion extrême soulevée par la disparition de « Lady Di » a conduit la reine et la famille royale à réfléchir aux moyens de rendre vie à une institution monarchique assez largement discréditée ; enfin et surtout Tony Blair a accepté, l'IRA ayant décrété un cessez-le-feu, de rencontrer le chef de sa branche politique, Gerry Adams, pour rechercher une issue à l'interminable guerre d'Irlande. L'Espagne n'en est malheureusement pas là, malgré une énorme mobilisation des populations contre le terrorisme, y compris au Pays basque, malgré la condamnation d'une série de dirigeants de l'aile politique de l'ETA, Herri Batasuna, les attentats continuent de faire des victimes innocentes.

Ainsi se manifeste dans ce monde de plus en plus « globalisé » la persistance de combats particularistes qui ne sont le plus souvent le fait que de petites minorités. Il est vrai que les Grands ne donnent pas toujours l'exemple d'une bien grande conscience de leurs responsabilités. Ainsi les États-Unis, la Russie et la Chine ont-ils refusé de signer le traité d'interdiction des mines antipersonnel, arme essentielle du terrorisme à retardement, qui tue et mutile tous les jours, notamment des enfants. Ainsi de ce sommet de Kyoto sur l'« effet de serre » qui nous menace tous : de notoriété publique, les décisions arrêtées après de longues discussions ne sont pas à la mesure de l'enjeu...

André Fontaine.

Janvier

- Autodissolution du FNLC-Canal habituel en Corse
- Adoption du « Rendez-vous citoyen »
- Le scandale de l'hormone de croissance
- Le Crédit foncier se rebelle contre son démantèlement

- Évacuation d'Hébron
- Manifestations de l'opposition en Serbie
- Massacres et attentats en Algérie
- Marchandage politico-judiciaire en Israël
- Faillite de sociétés d'épargne en Albanie

France

1er* CONSOMMATION : Conformément à la Charte nationale pour le développement de la boulangerie artisanale du 25 février 1996, seuls les boulangers qui choisissent eux-mêmes leurs farines, pétrissent leur pâte et cuisent leurs pains ont désormais le droit d'utiliser l'enseigne « boulangerie » (3)**.

2 AFFAIRES : Bernard Ziegler, ancien directeur technique d'Airbus Industrie, est mis en examen pour « *homicides et blessures involontaires* » dans l'enquête sur le crash de l'Airbus A-320 qui s'est écrasé, le 20 janvier 1992, sur le mont Sainte-Odile (Bas-Rhin), faisant 87 morts (4).

2 INTEMPÉRIES : La vague de froid qui sévit depuis le 24 décembre 1996 paralyse le sud-est de la France, bloquant des milliers de voyageurs dans la vallée du Rhône. Jusqu'au 16, on dénombre 40 morts de froid (4, 5-6, 7, 9, 11, 14, 15, 17, 18).

* *Les chiffres en début de paragraphe indiquent la date de l'événement.*

** *Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du* Monde *dans lequel les articles ont paru.*

3 BANQUE DE FRANCE : Deux proches de Jacques Chirac, Pierre Guillen, ex-responsable du CNPF, et Jean-René Bernard, ancien collaborateur de Georges Pompidou à l'Élysée, sont nommés au Conseil de la politique monétaire (CPM) de la Banque de France (4, 7, 8).

3 CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Le président du Sénat, René Monory, nomme Yves Guéna, sénateur (RPR) de Dordogne et maire de Périgueux, au Conseil constitutionnel, au siège laissé vacant par le décès, le 24 décembre 1996, d'Étienne Dailly. L'UDF fait part de son mécontentement (4, 5-6).

7 DÉCÈS : de Jacques Sauvageot, l'ancien cogérant administratif du *Monde*, à l'âge de soixante-treize ans (9).

8 TAPIE : Le Conseil d'État rejette la requête par laquelle Bernard Tapie lui demandait d'annuler, pour excès de pouvoir, le décret du 28 octobre 1996, constatant que son inéligibilité met fin à son mandat de représentant au Parlement européen. Le 20, la cour d'appel de Douai (Nord) rejette la requête de Bernard Tapie afin d'être dispensé de la « *mise en état* » imposée par la loi. Il devra ainsi se constituer prisonnier le 3 février, soit la veille de l'examen par la cour de cassation du pourvoi formé contre sa condamnation dans l'affaire du match truqué Valenciennes-OM (3, 10, 11, 15, 22).

8 AFFAIRES : Le procureur de la République ouvre une information judiciaire pour abus de biens sociaux et recel dans une affaire d'emploi fictif, entre 1991 et 1994, qui aurait bénéficié à Louise-Yvonne Casetta, considérée comme l'ancienne trésorière officieuse du RPR (10).

9 ENTREPRISES : Paribas annonce la cession du Crédit du Nord à la Société générale pour 2,2 milliards de francs (10).

9 JUSTICE : Les deux principaux responsables des réseaux terroristes qui ont commis des attentats au Maroc en 1994 sont condamnés à huit ans de prison et dix ans d'interdiction du territoire français par le tribunal correctionnel de Paris, les 32 autres inculpés se voyant infliger des peines de un à cinq ans d'emprisonnement (11).

9 EMPLOI : Quatre syndicats de France Télécom (CFDT, FO, CFTC et CGC) signent un accord sur la flexibilité, permettant notamment l'insertion d'un millier de jeunes et l'ouverture des agences le samedi. Le 20, la direction d'EDF-GDF conclut un accord avec les syndicats CFDT, CGC et CFTC favorisant la réduction du temps de travail à 32 heures (payées 35 heures, et 36 heures pour les bas salaires), et permettant l'embauche de 15 000 agents d'ici à la fin 1999 (10, 12-13, 14, 15, 21).

9 HORMONE DE CROISSANCE : *L'Express* révèle que des lots d'une hormone de croissance fabriquée à partir d'hypophyses de cadavre, que l'on pouvait tenir pour potentiellement contaminée par l'agent de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, ont continué à être distribués après le mois de juillet 1985, et qu'une cinquantaine d'enfants en ont été les victimes. Le 14, Marc Mollet, ancien responsable de la Pharmacie centrale des hôpitaux, est mis en examen pour « *homicide involontaire et empoisonnement* », suivi, le 15, par Henri Cerceau, ancien directeur de la Pharmacie centrale des hôpitaux, pour « *empoisonnement* » (10, 11, 12-13, 17, 21).

9 AFFAIRES : L'ancien ministre socialiste Michel Delebarre et l'ex-capitaine de gendarmerie Paul Barril sont mis en examen dans l'affaire des écoutes de l'Élysée (15, 16).

10 JUSTICE : Le garde des sceaux, Jacques Toubon, annonce une simplification de la justice civile (12-13).

11 LEUCÉMIE : Selon le *British Medical Journal*, certains cas de leucémie détectés chez des enfants près de La Hague (Manche) seraient liés à des expositions à de faibles doses de radioactivité sur les plages du Cotentin (11, 23).
13 AUTOROUTE : Le premier tronçon (30 kilomètres) de l'autoroute de la Maurienne (Savoie), trait d'union entre l'Europe du Nord et l'Italie, est inauguré (14).
13 POLLUTION : Paris, ainsi que plusieurs grandes villes françaises, dépassent le niveau 2 de pollution au dioxyde de soufre (15, 16, 17, 18).
15 RETRAITES : La majorité approuve en deuxième lecture à l'Assemblée nationale la proposition de loi créant des fonds d'épargne-retraite (PER) (15, 17, 25, 1er/II).
16 AUDIOVISUEL : Le président du Sénat, René Monory, nomme Janine Langlois-Glandier, directrice générale de Pathé, au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), en remplacement de Roland Faure. Le 21, Jacques Chirac nomme Hélène Fatou, spécialiste des programmes de jeunesse, au CSA, en remplacement de Geneviève Guicheney (18, 19-20, 23).
17 JUSTICE : Cinq à sept ans de prison sont requis à l'encontre de l'urologue Georges Rossignol, avec mandat de dépôt à l'audience, et un an, éventuellement avec sursis, contre le docteur Pierre Léandri, tous deux accusés d'avoir pratiqué des opérations injustifiées sur certains de leurs malades (17, 18, 19-20).
17 CRÉDIT FONCIER : Après l'annonce, la veille, par Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, de sa reprise partielle par le Crédit immobilier de France (CIF), le personnel du Crédit foncier séquestre Jérôme Meyssonnier, gouverneur de la banque, ainsi que sept membres du comité exécutif. Ils sont tous libérés le 22, tandis que les sala-

riés poursuivent l'occupation des locaux. Le 23, sous la pression des critiques internes à sa majorité, le premier ministre décide de « *garder sous le coude* » le projet de démantèlement de l'établissement financier (17, 19-20, 21, 22, 23, 24, 28, 29, 30).

20 JUSTICE : Au cours d'une allocution télévisée, Jacques Chirac annonce une réforme de la justice et de son fonctionnement, destinée à lui permettre de mieux répondre aux attentes des Français. Présidée par Pierre Truche, premier président de la cour de cassation, une commission chargée de réfléchir au statut du parquet, actuellement dépendant du ministre de la justice, et sur le respect de la présomption d'innocence, est installée dès le 21. Elle doit rendre ses conclusions avant le 15 juillet (16, 17, 18, 19-20, 21, 22, 23).

20 DÉCÈS, à l'âge de soixante-quatorze ans, de Robert Chapate, ancien coureur cycliste et journaliste (21, 22).

20 ÉPARGNE : Le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, annonce la baisse d'un point de la rémunération des plans d'épargne-logement (PEL), leur taux étant ramené à 4,25 % à compter du 23 (22, 26-27).

21 DÉCÈS, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, de Pierre Laroque, le « père fondateur » de la Sécurité sociale (25).

22 JUSTICE : Détenu depuis vingt-cinq mois, et accusé d'avoir, entre 1991 et 1994, détourné à des fins personnelles et familiales des sommes de l'office public HLM (OPHLM) du Gard, dont il était le président, le sénateur (PS) Claude Pradille est condamné par la cour d'appel de Lyon (Rhône) à quatre ans de prison — dont un avec sursis — pour corruption et complicité d'escroquerie, faux en écriture privée et complicité de subornation de témoin, et à cinq ans d'inéligibilité (24).

22 JUSTICE : Les députés adoptent à l'unanimité, en première lecture, la réforme de la cour d'assises, instaurant un double degré de juridiction en matière criminelle (23, 24).

22 SPORTS : La Commission européenne examine les conditions d'attribution de la concession du Stade de France, un rapport d'enquête ayant constaté certaines infractions aux règlements européens (22, 24).

22 ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 1998 : En désaccord sur l'orientation européenne du Parti socialiste et refusant de se plier à son calendrier, le Mouvement des citoyens (MDC) de Jean-Pierre Chevènement rompt les négociations avec le PS en vue d'un accord politique pour 1998. Le même jour, le PS conclut un accord électoral avec le Parti radical-socialiste et les Verts (19-20, 21, 22, 23, 24, 25).

23 FN : La première chambre du tribunal civil de Toulon (Var) interdit la création de Force nationale-pénitentiaire comme syndicat professionnel (24).

23 PAPON : La chambre criminelle de la cour de cassation rejette le pourvoi formé par Maurice Papon, ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde, accusé d'avoir apporté son concours à l'arrestation de plus de 1 500 juifs entre juin 1942 et août 1944, contre l'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux, le renvoyant devant la cour d'assises pour « *complicité de crimes contre l'humanité* » (17, 18, 25, 1er/II).

24 RETRAITES : L'ensemble des syndicats de salariés des compagnies de transport urbain appellent à cesser le travail dans les réseaux de province afin d'obtenir la retraite à cinquante-cinq ans, accordée aux camionneurs en novembre 1996 (11, 14, 15, 16, 19-20, 21, 25, 26-27, 28, 29).

24 SNCF : Le Sénat approuve en première lecture, par 223 voix contre 94, la réforme de la SNCF, pré-

voyant la création d'un nouvel établissement public, Réseau ferré de France (RFF). Avant l'examen par l'Assemblée nationale, la CGT, la CFDT et SUD-Rail lancent un mouvement de grève du 29 au soir au 31 au matin (15, 16, 17, 23, 25, 26-27, 30, 31).

25 JUIFS : Alain Juppé annonce au Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) la création d'un groupe de travail qui devra estimer les biens saisis pendant l'Occupation et localiser ceux qui sont restés en la possession d'administrations ou de collectivités publiques (28, 29, 30).

27 AUDIOVISUEL : La 11e cérémonie des 7 d'or récompense les sept chaînes hertziennes françaises. TF1, exclue du palmarès de 1995, bénéficie de la nouvelle participation du public au vote, et obtient sept trophées, le service public remportant vingt des trente-trois 7 d'or (dont neuf pour France 2, qui conserve la première place) (29).

28 DÉCÈS, à l'âge de soixante-treize ans, de Louis Pauwels, écrivain et journaliste, coauteur avec Jacques Bergier du *Matin des magiciens*, livre-événement de 1961 (30).

29 ÉDUCATION : Alors que plusieurs maîtres auxiliaires sont en grève de la faim, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, annonce que 3 300 d'entre eux actuellement en chômage — sur les 5 249 recensés — seront réemployés dès le lendemain des vacances de février, avec une priorité donnée à ceux ayant plus de trois années d'ancienneté (31, 1er/II).

29 JUSTICE : Dans l'affaire des Groupes antiterroristes de libération (GAL), responsables de 28 assassinats sur le sol français, Georges Mandaille est condamné à vingt ans de réclusion criminelle par la cour d'assises spéciale de Pau (Pyrénées-Atlantiques) (29, 30, 31).

30 SERVICE NATIONAL : En dépit du scepticisme de bon nombre de parlementaires, les députés RPR et UDF adoptent le « Rendez-vous citoyen » qui, avec le recensement et le volontariat, remplace l'ancien service national (25, 28, 29, 30, 1er/II, 2-3/II).
30 JUSTICE : La cour d'appel de Versailles (Yvelines) confirme la condamnation à quinze mois de prison avec sursis et deux ans d'inéligibilité de Patrick Balkany, député (RPR) des Hauts-de-Seine, pour avoir utilisé les services de trois employés municipaux à des fins personnelles, lorsqu'il était maire de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) (11, 1er/II).
30 BOURSE : L'indice CAC 40 franchit, pour la première fois de son histoire, le seuil des 2 500 points, gagnant 27 % depuis le mois de septembre (15, 1er/II).
31 CHÔMAGE : Selon les statistiques du ministère du travail, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 0,9 % en décembre 1996 (– 29 000), mais a progressé de 2,9 % en 1996, pour s'établir à 12,7 % de la population active (1er/II, 2-3/II).
31 AFFAIRES : André Delelis, le maire (PS) de Lens (Pas-de-Calais), est mis en examen et placé sous contrôle judiciaire pour « *atteinte à la liberté d'accès aux marchés publics et entente illicite* », dans le cadre d'une affaire liée aux travaux de rénovation du stade Bollaert qui doit accueillir la Coupe du monde de football en 1998 (2-3/II). ■

CORSE : LE FNCL-CANAL HABITUEL CESSE D'EXISTER

Le **6**, sept militants présumés de A Cuncolta naziunalista, vitrine légale du FLNC-Canal historique, sont interpellés à Paris et mis en examen, le

10, pour « *association de malfaiteurs* », et, pour certains d'entre eux, pour « *infraction à la législation sur les armes ou les explosifs, en relation avec une entreprise terroriste* » dans le cadre de l'enquête sur le mitraillage, le 27 octobre 1995, de l'hôtel Pascal-Paoli à Aregno (Haute-Corse).

Le **8**, Jean-Michel Rossi, un des trois responsables de A Cuncolta naziunalista, se constitue prisonnier à L'Île-Rousse (Haute-Corse), à l'issue d'une série d'interpellations opérées dans son entourage depuis la veille.

Le **12**, le FLNC, bras droit de la nouvelle organisation nationaliste Corsica Viva, née d'une dissidence du MPA (vitrine légale du FNLC-Canal habituel), revendique l'opération commando, au cours de laquelle un lotissement de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud) est détruit à plus de 80 %.

Le **29**, le FLNC-Canal habituel, bras armé du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), qui n'a plus revendiqué d'attentats depuis deux ans, annonce sa dissolution, tandis que le FNLC-Canal historique revendique 11 attentats, dont celui du 28, contre une agence d'Air-France à Nice, qui a provoqué d'importants dégâts (9, 10, 12-13, 14, 15, 30, 31). ■

Étranger

1er PÉROU : Le commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA, guévariste) libère sept otages de la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, où 74 personnes sont séquestrées depuis le 17 décembre 1996. Le 15, le MRTA accepte

les offres de discussion formulées par le président péruvien, Alberto Fujimori. Les 17 et 25, le commando libère deux otages pour des raisons « *humanitaires* » (du 2 au 11, 15, du 17 au 21, 28, 29, 1er/II).

2 SINGAPOUR : Le Parti d'action populaire (PAP), au pouvoir à Singapour depuis 1959, remporte, à l'issue d'élections générales, 65 % des suffrages, contre moins de 61 % en 1991 (4).

2 LIBYE : Six officiers supérieurs et deux civils, condamnés à mort la veille par la Haute Cour militaire libyenne pour espionnage au profit des États-Unis, sont exécutés (3, 4, 5-6).

2 SPORTS : Le quintuple vainqueur du Tour de France, l'Espagnol Miguel Indurain, annonce sa décision de mettre un terme à sa carrière sportive, après douze ans de professionnalisme (4).

3 CORÉE DU SUD : Les salariés sud-coréens relancent leur mouvement de grève, suspendu durant la trêve du nouvel an, afin de protester contre le projet gouvernemental de réforme de la législation sur le travail adoptée le 26 décembre 1996. Le 15, à l'issue de la grève générale (moins suivie que prévu), les dirigeants syndicaux sont arrêtés. Le 21, le président sud-coréen, Kim Young-sam, accepte de réexaminer la loi contestée. Le 23, l'OCDE, exprimant son désaccord avec la Corée du Sud à propos de la nouvelle législation, invite Séoul à reprendre le dialogue avec les syndicats (3, 4, du 7 au 23, 25, 28).

3 CUBA-ÉTATS-UNIS : Le président américain, Bill Clinton, annonce qu'il repousse de six mois la mise en œuvre complète de la loi Helms-Burton, qui renforce l'embargo américain contre Cuba (5-6, 1er/II).

3 BOSNIE : Le Parlement bosniaque, où les élus serbes siègent pour la première fois aux côtés des Musulmans et des Croates, approuve la composition

du gouvernement central, présenté le 30 décembre 1996 (5-6, 29).

3 RWANDA : La justice rwandaise prononce les deux premières condamnations à mort contre des Hutus « *génocidaires* » présumés, deux ans et demi après les massacres qui ont fait, d'avril à juillet 1994, au moins 500 000 morts parmi la minorité tutsie et les Hutus modérés. Le 18, trois personnes travaillant pour la mission espagnole de Médecins du monde (MDM) sont assassinées à Ruhengeri, au nord-ouest du pays (5-6, 7, 9, 10, 11, 12-13, 14, 21, 26-27).

4 CENTRAFRIQUE : Après l'assassinat de deux soldats français par les mutins retranchés depuis le 15 novembre 1996 dans un quartier de Bangui, les militaires français mènent une opération de représailles, qualifiée par Paris de « *légitime défense* », qui se solde par la mort d'une dizaine de rebelles. Le 24, sous la pression de la mission de médiation interafricaine, mise en place le 11, les mutins mettent fin à leur mouvement (2, 5-6, du 7 au 12-13, 17, 18, 21, 23, 25, 26-27, 1er/II).

4-19 SPORTS : Le 19e rallye-raid Dakar-Dakar, endeuillé, le 5, par la mort d'un motard, est remporté par Kenjiro Shinozuka (Mitsubishi), associé à Henri Magne, dans la catégorie auto, et, pour la cinquième fois, par Stéphane Peterhansel (Yamaha), dans la catégorie moto (5-6, 7, 8, 9, 14, 15, 18, 21).

5 ALGÉRIE : Un commando islamiste assassine 16 civils — en majorité des femmes et des enfants — dans le village de Benachour, au sud d'Alger. Le 7, une voiture piégée explose dans la principale artère d'Alger, faisant au moins 20 morts. Le 16, plus de 14 personnes trouvent la mort dans un attentat à la bombe à Boufarik, au nord d'Alger. Le 19, l'explosion d'une voiture piégée fait 21 morts et plus de 60 blessés dans le quartier de Belcourt à Alger. Dans la nuit du 19 au 20, 36 villageois sont

massacrés dans la région de Medea, au sud-ouest d'Alger. Le 24, alors que plus de 200 morts sont recensés depuis le début du Ramadan, le 10 janvier, le président Liamine Zeroual promet l'« *extermination* » des « *terroristes* » et dénonce un « *complot* » ourdi par des « *forces étrangères* ». Le 28, Abdelhak Benhamouda, syndicaliste algérien, est assassiné à Alger. Le 30, en souhaitant la participation de « *toutes les forces politiques algériennes* », y compris les « *islamistes* », aux prochaines élections législatives, Valéry Giscard d'Estaing provoque une polémique entre Paris et Alger (7, 8, 9, 11, 15, 18, 19-20, 21, 23, 25, 26-27, 30, 31, 1er/II, 2-3/II).

5 SPORTS : Dans le Vendée Globe, Thierry Dubois et Tony Bullimore sont victimes de la tempête autour du 52e parallèle. Le 7, la balise Argos du Canadien Gerry Roufs cesse d'émettre. Le 8, la marine australienne réussit le sauvetage de Thierry Dubois et de Tony Bullimore (7, 8, du 10 au 23, 26-27, 30).

6 CHYPRE : Le gouvernement turc lance une mise en garde à Nicosie, où les Chypriotes grecs ont annoncé la commande à la Russie de missiles sol-air S-300, comparables aux Patriot américains (8, 9, 10, 14, 23).

8 RUSSIE : Boris Eltsine est hospitalisé à Moscou au motif officiel d'un « *début de pneumonie* » (10, 12-13, 14, 15, 17, 21, 23, 24, 1er/II).

8 ESPAGNE : Un lieutenant-colonel de l'armée de terre est tué à bout portant en plein Madrid, avant l'explosion d'une voiture piégée (10).

10 BULGARIE : À Sofia, de violents affrontements (plusieurs dizaines de blessés) opposent la police à plusieurs milliers de manifestants qui protestent contre le gouvernement « socialiste » et le marasme économique. Alors que l'opposition organise des défilés quotidiens devant le Parlement, le

Parti socialiste (PSB, ex-communiste) accepte, le 28, la proposition du président Petar Stoïanov de former un nouveau gouvernement et d'organiser des élections législatives anticipées à l'automne (12-13, 14, 15, 18, 22, 23, 29, 30).

10 ISRAËL : Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, nomme un inconnu, Roni Bar-On, au poste de conseiller juridique de l'État (attorney général), troisième autorité judiciaire du pays. Devant le tollé général provoqué par cette nomination, l'intéressé démissionne le 12. Le 22, la première chaîne de télévision révèle que, en le nommant à ce poste, Benyamin Nétanyahou a accepté un marchandage politico-judiciaire du parti religieux Shass (poursuivi pour corruption) pour préserver sa majorité parlementaire. Une enquête est ouverte le 26 (14, 26-27, 28, 29, 31).

11 BURUNDI : L'armée burundaise (à majorité tutsie) reconnaît avoir tué 126 réfugiés hutus à leur retour de Tanzanie. Le 29, un rapport de la Mission des droits de l'homme de l'ONU — qui a enquêté sur place du 1er décembre 1996 au 22 janvier 1997 — révèle qu'au moins 1 100 personnes — des civils pour la plupart — ont été massacrées durant cette période par l'armée, ou par la rébellion hutue (14, 15, 18, 29, 31).

14 PARLEMENT EUROPÉEN : Le conservateur espagnol, José Maria Gil-Robles, est élu par 338 voix contre 177 à Catherine Lalumière de l'Alliance radicale, à la présidence du Parlement européen (16).

14 FRANCE-ESPAGNE : Les autorités françaises remettent à la police espagnole le Basque espagnol Josu Arkauz Arana, membre présumé de l'ETA. Le 16, un responsable de l'ETA, José Luis Urrosolo Sistiaga, est interpellé près de Bordeaux. Il est mis en examen et écroué à Paris le 20. Six autres

personnes sont placées en garde à vue le 17 (14, 15, 18, 19-20, 22).

16 AFGHANISTAN : Les talibans (étudiants en religion), qui ont conquis Kaboul le 27 septembre 1996, infligent un sérieux revers à l'opposition afghane en s'emparant de Charikar et de la base aérienne de Bagram, au nord de la capitale. Le 23, ils s'emparent de Djebel Saraj, le quartier général du commandant Ahmed Shah Massoud, au nord de Kaboul (14, 17, 18, 24, 28).

16-17 FRANCE-HONGRIE : En voyage en Hongrie, Jacques Chirac plaide pour l'intégration de la Hongrie à l'Union européenne et à l'OTAN dès l'an 2000 (17, 18, 19-20).

18 AUTRICHE : Franz Vranitsky démissionne du poste de chancelier et de président du Parti social-démocrate (SPOe). Il est remplacé à ces deux postes, et à sa demande, par Viktor Klima, ministre des finances (21, 26-27).

20 ÉTATS-UNIS : Bill Clinton prête serment pour son deuxième mandat présidentiel, qu'il souhaite placer sous le signe de la réconciliation et du consensus. Il lance un appel à la cohésion sociale et demande à ses concitoyens de surmonter « *la division raciale, qui a toujours été le fléau du pays* » (19-20, 21, 22).

20 ZAÏRE : Le gouvernement zaïrois, en l'absence du président Mobutu Sese Seko, revenu en France pour des examens médicaux, ordonne à l'armée de passer à la contre-offensive dans l'est du Zaïre tenu depuis près de trois mois par les rebelles du Kivu, dans l'est du pays. Le 31, les rebelles du Kivu affirment avoir pris le contrôle de la ville de Watsa, dans le Haut-Zaïre (4, 8, 9, 17, 19-20, 22, 23, 25, 31, 2-3/II).

21 ALLEMAGNE-RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : Plus de cinquante ans après la fin de la Seconde

Guerre mondiale, le chancelier Helmut Kohl et le premier ministre tchèque, Vaclav Klaus, signent, à Prague, une déclaration de réconciliation sur la question des Sudètes (22,23).

24 HONG-KONG : Le futur chef de l'exécutif de Hong-kong, Tung Chee-hwa, qui prendra ses fonctions le 1er juillet, nomme un cabinet composé de personnalités proches de Pékin, confirmant ainsi la reprise en main autoritaire du territoire par la Chine (25, 26-27, 28).

24 ALBANIE : Plusieurs milliers de personnes, victimes de la faillite d'une société d'épargne pratiquant l'usure, manifestent violemment à Lushnja, faisant plusieurs blessés. Le 26, le Parlement vote une loi renforçant les pouvoirs du président Sali Berisha (26-27, 28, 31).

25 SPORTS : Succédant au Stade toulousain, le CA Brive remporte la Coupe d'Europe de rugby, en battant Leicester (28 à 9) à l'Arms Park de Cardiff (25, 28, 30).

27 TCHÉTCHÉNIE : Après vingt et un mois d'une guerre dévastatrice (entre 40 000 et 100 000 morts), le candidat « modéré », l'ancien commandant en chef des forces séparatistes Aslan Maskhadov, remporte l'élection présidentielle avec 59,3 % des voix au premier tour, face au chef de guerre Chamil Bassaev (23,5 %) et à l'ancien président Zemlikhan Iandarbiev (10 %) (7, 26-27, 28, 29, 30, 4/II).

28 DOLLAR : Le billet vert s'échange à 1,6560 mark et 5,58 francs, ses cours les plus élevés depuis trente et un mois face à ces devises, et à 120,45 yens, son niveau le plus haut depuis quatre ans (8, 12-13, 19-20, 21, 23, 29, 30, 31).

29 FRANCE-ALLEMAGNE : La gauche française obtient un débat à l'Assemblée nationale sur le « *concept commun franco-allemand en matière de sécurité et de défense* » après la publication par